



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



La BIDC prépare sa 5e édition de la Table ronde du Président P.4



Reprise du cadre structuré de concertation bancaire P.2

Jean-Claude Kassi Brou réinstalle un cadre structuré de concertation avec les banques de l'UEMOA pour renforcer la stabilité et l'inclusion financière...

COLLECTIVITÉS LOCALES

La rigueur budgétaire devient un impératif

Page 3

À Kara, les nouveaux exécutifs locaux du Togo sont outillés pour une gestion rigoureuse et transparente, gage de crédibilité et de performance territoriale. Dans le prolongement des élections régionales et communales de 2025, le Togo parachève sa décentralisation

en dotant les collectivités locales de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Pour garantir une gestion conforme aux standards de l'UEMOA, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) organise une formation intensive en deux étapes notamment du 8

au 13 juin 2026 à Kara, puis du 22 au 26 juin à Kpalimé. L'étape de Kara a débuté ce 8 juin au Palais des Congrès, en présence du Directeur Général Adjoint du Trésor et du représentant du gouverneur de la région. Au nom du ministre Essowè Georges Barcola, Appolinaire Elanyo Emegnimo a...



Équipez votre quotidien avec le Climatiseur DUALCOOL AI Air

Des équipements performants, soutenus par un service après-vente RAMCO reconnu pour sa réactivité et son expertise.



LG SHOPPE
91 91 06 06 91 91 04 04
91 91 05 05 70 75 31 47

LG_Togo Ramco_togo

UEMOA

Reprise du cadre structuré de concertation bancaire

Jean-Claude Kassi Brou réinstalle un cadre structuré de concertation avec les banques de l'UEMOA pour renforcer la stabilité et l'inclusion financière.

Patience SALLAH

Le 5 juin 2026, au siège de la BCEAO à Dakar, le Gouverneur Jean-Claude Kassi Brou a présidé la réunion annuelle avec le Bureau exécutif de la FAPBEF-UEMOA. Cette session a rassemblé les présidents des APBEF des huit États membres de l'Union, marquant la reprise d'un dialogue institutionnalisé après plusieurs années d'interruption.

Trois axes de discussion

Les travaux ont porté sur l'état d'avancement des recommandations issues des précédentes concertations, les préoccupations actuelles de la profession bancaire, notamment l'exposition aux titres publics et le fonctionnement du BIC et de la Centrale des Risques, les attentes de la BCEAO vis-à-vis du secteur bancaire.

Le Gouverneur a rappelé que le secteur bancaire de l'UEMOA a affiché une solide performance en 2025 notamment progression du



total bilan de 14,1 %, ratio de solvabilité moyen de 15,6 %, rentabilité maintenue autour de 15 %.

Il a mis en avant les réformes engagées par la BCEAO à savoir le relèvement du capital social minimum des

banques, le renforcement des dispositifs de gestion des risques, les initiatives pour l'inclusion financière, réforme du cadre LBC/FT/FP, et le lancement de la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instanta-

né (PI-SPI).

Vers une concertation pérenne

À l'issue des travaux, Jean-Claude Kassi Brou a réaffirmé la disponibilité de la BCEAO à soutenir un système financier plus solide, inclusif et résilient. Il a exprimé sa volonté de pérenniser cette dynamique de concertation annuelle avec la profession bancaire, afin d'ancrer la transparence et la performance au cœur du système financier régional.

Industrialisation

La Jamaïque explore les opportunités avec Afreximbank

Dans le but de souligner l'importance stratégique du marché jamaïcain dans les Caraïbes et le rôle croissant du pays dans le commerce et l'investissement régionaux, la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank ou la Banque) a organisé une première tournée de présentation à Kingston, en Jamaïque, le 2 juin.

Placée sous le thème « Stimuler la croissance de la Jamaïque : Renforcer le commerce, l'investissement et l'industrialisation grâce aux solutions appropriées de la banque », cette tournée de présentation s'est appuyée sur la dynamique créée par la signature, en juillet 2025, de l'accord de partenariat entre la Jamaïque et Afreximbank, ainsi que sur l'approbation ultérieure, par son Conseil d'Administration, d'une facilité de financement de 5 milliards de dollars US destinée aux Caraïbes, y compris la Jamaïque. Cette tournée de présentation a suscité une forte participation de la part du monde jamaïcain des affaires. Elle a permis de mieux faire connaître le mandat, la mission et la vision d'Afreximbank auprès des principales parties prenantes en

Jamaïque, notamment des représentants du gouvernement, des dirigeants du secteur privé et des institutions financières. Elle a également permis de présenter pour la première fois au marché jamaïcain la gamme de solutions de financement, de facilitation des échanges commerciaux et d'investissement proposés par la Banque.

En outre, cet événement a permis à la délégation d'Afreximbank d'avoir des informations précieuses sur les priorités de la Jamaïque en matière de commerce et de développement, les opportunités d'investissement, les besoins de financement et l'environnement des affaires. Les échanges ont permis à la Banque de mieux connaître le marché jamaïcain et contribueront à l'élaboration de solutions appropriées destinées à soutenir la croissance économique et

les ambitions commerciales du pays.

L'allocution d'ouverture a été prononcée par l'honorable Fayval Williams, Ministre des Finances et de la Fonction publique. Dans son allocution, le Ministre Williams a déclaré : « Nous savons que, depuis plus de trois décennies, Afreximbank propose des solutions de financement qui soutiennent le commerce et stimulent la croissance économique à travers l'Afrique. Son rayonnement s'étend désormais au-delà des frontières du continent, renforçant ainsi sa présence dans les Caraïbes. Il est clair que le partenariat entre Afreximbank et la Jamaïque continue de se renforcer. J'encourage donc toutes les institutions jamaïcaines représentées ici aujourd'hui à approfondir leur engagement auprès d'Afreximbank afin qu'ensemble, nous puissions ouvrir de nouvelles perspectives pour le commerce et les investissements bilatéraux entre la Jamaïque et l'Afrique ». Lors de cet événement, M. Eric Monchu Intong, Directeur Gé-

néral du Groupe Afreximbank, en charge des Relations Clients et des Opérations des Bureaux Régionaux, a également souligné l'expertise de la banque en matière de soutien au développement du tourisme et de l'hôtellerie en Afrique et dans les Caraïbes. Il a déclaré : « À Afreximbank, nous sommes convaincus que l'industrialisation est le fondement d'un commerce durable et d'une transformation économique réussie. Pour commercer avec l'Afrique, il est indispensable de produire. Grâce à des investissements dans des parcs industriels, des zones économiques spéciales et la production locale, la Jamaïque a l'opportunité de réduire sa dépendance aux importations, d'accroître ses exportations à valeur ajoutée, de créer des emplois et de renforcer sa résilience économique. Cette approche a déjà porté ses fruits dans 18 pays africains où Afreximbank a soutenu le développement de parcs industriels et de zones économiques spéciales grâce à des initiatives telles que sa facilité

globale de crédit mondiale de 450 millions de dollars US avec ARISE IIP, tout en apportant un soutien essentiel en matière de financement du commerce aux entreprises à travers tout le continent. Nous sommes convaincus que ces enseignements et ces solutions peuvent être adaptés pour soutenir les ambitions de croissance industrielle de la Jamaïque et ouvrir de nouvelles perspectives en matière de commerce, d'investissement et de développement économique ».

Afreximbank reste déterminée à soutenir le développement des échanges commerciaux intra-caribéens et entre l'Afrique et les Caraïbes en améliorant l'accès au financement du commerce, aux capitaux d'investissement et aux services de conseil. Cette tournée de présentation a mis en évidence l'engagement de la Banque à accélérer le programme Global Africa et à renforcer les liens économiques et commerciaux entre l'Afrique et les Caraïbes.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo REC N°0902/15/12/1599AG/0643/01/06/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan

derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO

91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES

Tirage: 3000

COLLECTIVITÉS LOCALES

La rigueur budgétaire devient un impératif

À Kara, les nouveaux exécutifs locaux du Togo sont outillés pour une gestion rigoureuse et transparente, gage de crédibilité et de performance territoriale. Dans le prolongement des élections régionales et communales de 2025, le Togo parachève sa décentralisation en dotant les collectivités locales de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Bernard AFAWOUBO

Pour garantir une gestion conforme aux standards de l'UEMOA, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) organise une formation intensive en deux étapes notamment du 8 au 13 juin 2026 à Kara, puis du 22 au 26 juin à Kpalimé.

L'étape de Kara a débuté ce 8 juin au Palais des Congrès, en présence du Directeur Général Adjoint du Trésor et du représentant du gouverneur de la région. Au nom du ministre Essowè Georges Barcola, Appolinaire Elanyo Emegnimo a lancé les travaux devant 168 élus et

agents financiers locaux. Il a rappelé que, sous l'impulsion du Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, la modernisation de l'administration publique et le rapprochement des services de l'État des citoyens se poursuivent.

Le DGA du Trésor a insisté sur des exigences élevées en matière de compétences, de rigueur, de transparence et de redevabilité.

Quatre priorités structurent la formation à savoir la mobilisation des ressources locales ; la transparence budgétaire ; l'efficacité de la dépense publique, et la reddition des comptes

Le gouverneur de la région de la Kara, représenté par son secrétaire général Gnigban-



gou Gountibote, a salué une initiative opportune pour renforcer la gouvernance locale. Il a rendu hommage au Président du Conseil pour sa vision éclairée et son engagement constant en faveur de la décentralisation et du développement territorial.

Animée par cinq experts de la DGTCP, la formation porte sur la séparation des ordonnateurs et comptables

publics, les procédures budgétaires, les relations entre acteurs, et la gestion de fait et les fautes de gestion.

L'approche participative vise à corriger les lacunes, renforcer le contrôle mutuel et sécuriser l'exécution des dépenses dès le début des mandats.

Avec Kara puis Kpalimé, la DGTCP pose un acte politique fort : faire de la maîtrise des

normes UEMOA le socle de la légitimité locale. Le message est clair : la décentralisation togolaise entre dans l'âge de la performance. Transparence budgétaire, mobilisation optimale des ressources et reddition des comptes deviennent les conditions de la crédibilité des collectivités et de la confiance des citoyens.

RECHERCHE ET INNOVATION

Au Togo, la BAD explore de nouveaux axes de coopération

La Banque africaine de développement (BAD) se positionne pour accompagner le Togo dans sa politique de recherche et de promotion de l'innovation. Les pistes de renforcement de la coopération dans ce domaine ont été évoquées en fin de semaine dernière lors d'une rencontre entre le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Gado Tchangbedji, et Pascal Yembiline, représentant résident de la BAD au Togo.

Au cours des échanges, le ministre délégué a plaidé pour un accompagnement de l'institution panafricaine en faveur des initiatives destinées à soutenir la recherche, l'innovation et le développement technologique. Cette démarche s'inscrit dans la volonté des autorités togolaises de mobiliser des partenaires stratégiques autour du financement de la recherche scientifique.

À l'heure où la valorisation de la recherche et des innovations scientifiques s'impose comme un levier essen-

tiel de compétitivité pour les économies nationales, l'appui de la BAD pourrait contribuer au financement d'infrastructures de recherche modernes, de programmes de formation, d'incubateurs d'entreprises ainsi que de mécanismes de financement dédiés aux jeunes innovateurs. Un tel soutien faciliterait également l'accès à des réseaux régionaux et internationaux de recherche, favorisant les partenariats scientifiques et les échanges d'expertise.

Dans cette perspective, les deux personnalités ont sou-



ligné la nécessité de renforcer les mécanismes de financement consacrés à la recherche, à l'innovation et au développement technologique. Elles ont également insisté sur l'importance de mobiliser les ressources nécessaires pour créer des passerelles entre les institutions de recherche, les universités et le secteur privé. L'objectif est de favoriser une meil-

leure valorisation des résultats scientifiques et d'accroître leur contribution au développement socio-économique du pays, conformément à l'ambition de transformation structurelle de l'économie nationale.

Pour rappel, le Togo dispose d'une Politique nationale de la recherche et de l'innovation (PNRI). Cet instrument stratégique vise au moyen

de la mise en valeur des résultats de la recherche scientifique, à réduire la dépendance technologique du pays, à accroître sa souveraineté dans plusieurs secteurs stratégiques et à renforcer son attractivité auprès des investisseurs.

Togo First

Accra

La BIDC prépare sa 5^e édition de la Table ronde du Président

Le 30 juin 2026 à Accra, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) accueillera la 5^{ème} édition de sa Table ronde du Président, un dialogue de haut niveau consacré à l'avenir de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

Placée sous le thème « Financer l'intégration dans une région en fragmentation : Rendre la ZLECAf opérationnelle en Afrique de l'Ouest », cette édition intervient à un moment critique. Si la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) offre des opportunités sans précédent pour stimuler le commerce intra-africain et accélérer la transformation économique, la région est confrontée à des défis croissants, allant de la fragmentation des politiques aux insuffisances persistantes en matière d'in-

frastructures et de finance-

ment. Cette table ronde exclusive, retransmise en direct, réunira des décideurs de haut niveau et des leaders du secteur privé, sous la conduite du Président de la BIDC et de son Conseil d'Administration. Plus qu'un simple cadre d'échanges, la Table ronde se veut une plateforme orientée vers des solutions concrètes. Les participants s'attacheront à identifier des projets transfrontaliers concrets et finançables, susceptibles de produire des résultats mesurables dans un horizon de 12



à 24 mois. Des corridors de transport stratégiques aux systèmes de commerce numérique, en passant par les chaînes de valeur régionales, les discussions mettront en lumière des initiatives à fort potentiel pour stimuler les échanges, réduire les coûts et renforcer l'intégration économique.

L'événement abordera également une question essentielle : comment passer de l'ambition à l'exécution. À travers l'exploration de mécanismes de financement innovants, d'outils de partage des risques et de réformes politiques, la Table ronde vise à combler le fossé entre la vision et la mise en œuvre

effective.

En tant qu'institution financière de développement de la région ouest-africaine, la BIDC se trouve au cœur de cette dynamique. Grâce à son leadership et à ses partenariats, la Banque s'engage à transformer les priorités régionales en projets bancables, générateurs de croissance et de résilience.

Rejoignez-nous en direct depuis Accra le 30 juin 2026, sur Metro TV, DSTV Canal 277, ainsi que sur les plateformes digitales de la BIDC, et prenez part à un échange déterminant pour l'avenir de l'intégration en Afrique de l'Ouest.

Burkina Faso

Le gouvernement ambitionne de structurer durablement la filière aquacole pour renforcer la sécurité alimentaire

Ouagadougou, les acteurs du secteur aquacole burkinabè ont validé et annoncé ce 08 juin, un ensemble de documents stratégiques destinés à encadrer et orienter durablement le développement de la filière. Cette validation porte notamment sur le diagnostic du secteur, le parcours d'investissement et un guide opérationnel, élaborés pour servir de boussole aux politiques publiques comme aux investissements privés dans l'aquaculture.

Cette dynamique s'inscrit dans le cadre du programme régional Sahel RESILAND, une initiative qui ambitionne de renforcer la résilience des paysages sahéniens et des communautés qui en dépendent. Le programme met l'accent sur la gestion durable des terres et des ressources en eau, la restauration des écosystèmes fragilisés, ainsi que la diversification des activités économiques en milieu rural, avec pour finalité la création d'emplois et l'amélioration des conditions de vie des populations. Au cœur de cette architecture, le pilier dédié aux

connaissances occupe une place déterminante. Il vise à éclairer les choix publics, à structurer les futures interventions et à promouvoir des solutions adaptées aux réalités locales. C'est dans ce cadre qu'intervient l'initiative Africa Sustainable Aquaculture, qui couvre plusieurs pays du Sahel, dont le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad. Elle a pour objectif de produire des diagnostics nationaux approfondis et de définir des trajectoires d'investissement cohérentes pour un développement durable du secteur aquacole. Les travaux menés ont permis de dresser un état actua-



lisé de la filière aquacole burkinabè, mettant en lumière ses potentialités mais aussi ses contraintes structurelles. Ils ont également conduit à l'élaboration d'un parcours d'investissement identifiant les priorités stratégiques, les besoins de financement et les mécanismes de mise en œuvre, ainsi qu'un guide destiné à accompagner les porteurs de projets publics et privés dans leurs initiatives. Présidant la rencontre, le Chargé d'études au Secrétariat

général du ministère en charge de l'Agriculture, de l'Eau et des Ressources animales et halieutiques, Issiaka Zouri, a salué l'implication des différents acteurs ayant contribué à ces résultats. Il a souligné la cohérence de cette démarche avec les ambitions nationales en matière de développement des productions animales et halieutiques, portées notamment par l'Offensive agropastorale et halieutique. Selon lui, le Burkina Faso dispose d'atouts importants,

notamment des ressources hydriques significatives et un potentiel halieutique encore sous-exploité. Dans cette perspective, la mise en œuvre effective des orientations issues de ces travaux devrait contribuer à structurer davantage la filière, renforcer la production nationale de poisson, améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en ouvrant de nouvelles opportunités économiques au profit des jeunes et des femmes.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 8 juin 2026

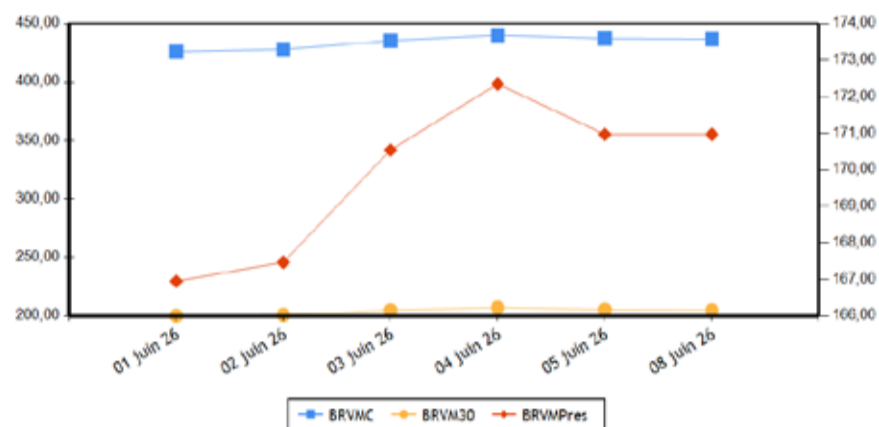
N° 105

BRVM COMPOSITE	436,68
Variation Jour	-0,13 %
Variation annuelle	26,30 %

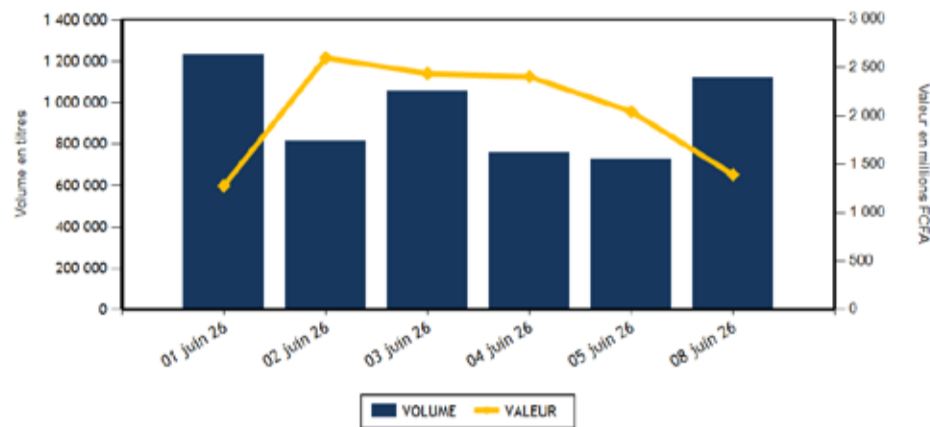
BRVM 30	204,78
Variation Jour	-0,29 %
Variation annuelle	23,18 %

BRVM PRESTIGE	170,97
Variation Jour	0,00 %
Variation annuelle	18,52 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	16 833 813 809 621	-0,13 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 118 675	56,76 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 371 931 576	-28,93 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	20	-13,04 %
Nombre de titres en baisse	20	11,11 %
Nombre de titres inchangés	7	16,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 029 245 870 158	0,00 %
Volume échangé	2 456	-80,13 %
Valeur transigée (FCFA)	24 415 000	-79,44 %
Nombre de titres transigés	4	-33,33 %
Nombre de titres en hausse		
Nombre de titres en baisse		
Nombre de titres inchangés	4	-33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	14 325	7,46 %	50,79 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	33	6,45 %	43,48 %
SODE CI (SDCC)	11 700	5,41 %	101,72 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	38 950	3,85 %	30,29 %
SICABLE CI (CABC)	4 100	3,14 %	73,73 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	2 295	-5,56 %	3,38 %
CIE CI (CIEC)	5 095	-4,23 %	115,89 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	16 000	-3,64 %	12,28 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 825	-2,25 %	20,99 %
SETAO CI (STAC)	2 900	-2,03 %	118,87 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	170,97	0,00 %	18,52 %	35 969	435 874 655	12,59
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	310,27	0,29 %	42,55 %	1 056 383	899 114 281	15,90

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	172,48	-0,13 %	29,55 %	1 092 352	1 334 988 936	13,61

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	105,22	-1,54 %	10,87 %	11 875	199 157 515	10,45
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	188,51	-0,43 %	8,95 %	21 056	51 045 065	50,62
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	200,45	0,98 %	37,43 %	934 311	572 298 496	13,96
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	274,32	0,05 %	26,95 %	30 063	197 974 655	9,63
BRVM - INDUSTRIELS	6	203,17	-1,45 %	53,53 %	54 670	117 994 650	15,91
BRVM - ENERGIE	4	150,47	1,14 %	35,67 %	22 694	100 652 380	17,19
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	224,38	-1,81 %	111,88 %	17 683	95 866 175	20,71

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,61
Taux de rendement moyen du marché	6,28
Taux de rentabilité moyen du marché	7,35
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	205
Volume moyen annuel par séance	1 730 499,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 844 195 835,17

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	45,59
Ratio moyen de satisfaction	26,67
Ratio moyen de tendance	58,51
Ratio moyen de couverture	170,91
Taux de rotation moyen du marché	0,10
Prime de risque du marché	1,60
Nombre de SGI participantes	36

Dette souveraine

Le Sénégal envoie un signal fort aux marchés avant l'arrivée du FMI

À quelques jours de l'ouverture de négociations cruciales à Dakar avec le Fonds monétaire international (FMI), l'État du Sénégal choisit la carte de la crédibilité financière internationale. Selon des informations de marché rapportées par Bloomberg, le gouvernement sénégalais a procédé au remboursement anticipé de deux importantes échéances obligataires libellées en devises étrangères.

Cette opération de gestion de la dette, exécutée avant la date d'exigibilité initialement fixée à la semaine prochaine, vise manifestement à détendre le climat souverain et à consolider le statut de signature de référence du pays auprès des investisseurs internationaux.

Près de 59 milliards FCFA mobilisés par anticipation

Dans le détail, les opérations de règlement-livraison portent sur les deux compartiments phares des Eurobonds sénégalais. Pour le compartiment euro, l'État a honoré un coupon de 53,75 millions d'euros (environ 35,25 milliards FCFA) adossé à son obligation souveraine arrivant à échéance en 2037. S'agissant du compartiment

dollar, un versement complémentaire de 38,8 millions de dollars (environ 23,5 milliards FCFA) a été dénoué au titre de l'Eurobond dont l'échéance finale est prévue en 2031.

Au total, c'est une enveloppe globale d'environ 58,7 milliards FCFA qui a été décaissée par anticipation. En devançant le calendrier réglementaire, le ministère des Finances et du Budget coupe court aux spéculations de court terme sur les capacités de liquidité immédiate du Trésor public.

Un «cleaning» de bilan de bon augure avant la mi-juin

Le timing de cette opération n'est pas fortuit. Une mission technique du FMI est

attendue à Dakar à partir de la mi-juin pour structurer le nouveau programme de soutien financier, destiné à remplacer l'accord suspendu en 2024. Le 22 mai dernier, face aux parlementaires, le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, affichait une feuille de route claire : sceller les points d'accord cardinaux avec l'institution de Bretton Woods avant le 30 juin.

En apurant ses obligations de change en amont, Dakar s'offre un levier de négociation psychologique et technique de premier choix. Ce geste démontre aux équipes du FMI que, malgré la suspension du précédent cadre d'accompagnement, les réformes engagées pour la transparence budgétaire et



le resserrement de la trajectoire d'endettement portent leurs fruits.

Préserver la prime de risque dans la zone UEMOA

Pour les gestionnaires de fonds et les Banques, les SVT et les SGI de la zone UEMOA, ce dénouement anticipé est une excellente nouvelle pour la courbe des taux. La notation financière du Sénégal et le pricing de son risque souverain sur les marchés secondaires commencent à intégrer une prime d'incertitude liée à l'attente du nouveau programme FMI.

Selon les analystes de Sika Finance, en rachetant sa

propre dette par anticipation, le Sénégal désamorce le risque de refinancement à court terme sur ses instruments de couverture extérieurs tout en rassurant la communauté des Euro-obligataires sur le fait que la gestion active de la dette reste une priorité absolue, indépendamment des cycles politiques ou des discussions de refinancement multilatéral. Cet arbitrage de trésorerie valide la posture d'une gestion proactive de la dette, indispensable au moment où le pays redéfinit, de concert avec le FMI, sa nouvelle trajectoire de soutenabilité à moyen terme.

Afrique

Les panneaux solaires chinois envahissent le continent avec une hausse de 83%

Le marché africain du solaire est en plein essor. Porté par des prix bas et des besoins énergétiques massifs, le continent s'impose comme un débouché majeur pour les fabricants chinois.

Les ventes de panneaux solaires chinois vers l'Afrique enregistrent une forte accélération. En avril 2026, les exportations chinoises de cellules et de panneaux vers le continent ont en effet atteint 123 787 tonnes. Un an plus tôt, elles n'étaient que de 67 552 tonnes, soit une hausse de 83 %. Ces données proviennent des douanes chinoises, rapportées jeudi 21 mai par Nairametrics.

Certains marchés africains tirent particulièrement cette croissance. La République

démocratique du Congo a ainsi vu ses importations bondir de 482 % sur un an. L'Afrique du Sud, l'un des plus gros acheteurs du continent, a enregistré une hausse de 81,4 %.

Sur l'ensemble de l'année 2025, les importations africaines de panneaux chinois ont progressé de 48 %, passant de 12,7 à 18,8 gigawatts, selon le rapport Global Electricity Review d'Ember publié le 21 avril 2026.

Mais si ce bond traduit une dynamique de fond, il doit être nuancé. Les expéditions

d'avril restent en recul par rapport au pic de mars 2026, où elles avaient atteint 209 474 tonnes. Ce sommet s'expliquait alors par une ruée des acheteurs avant la fin d'un avantage fiscal chinois à l'exportation, supprimé au 1er avril.

Un marché de repli pour les fabricants chinois

Plusieurs facteurs expliquent cette ruée vers le marché africain. Le premier tient à une réorientation stratégique de Pékin. La Chine réduit ses exportations vers les États-Unis et l'Europe, où ses panneaux se heurtent à des droits de douane élevés. Le continent africain devient

alors un débouché de substitution.

L'argument du prix constitue également un élément décisif. Les panneaux chinois sont 20 à 30 % moins chers que ceux de leurs concurrents asiatiques, selon la même source. Pour des pays aux budgets contraints et aux besoins énergétiques massifs, cette compétitivité fait la différence.

Par ailleurs, la faiblesse de la production locale renforce cette dépendance. L'Afrique fabrique encore peu de panneaux. Faute d'usines en nombre suffisant, le continent n'a d'autre choix que d'importer. Les rares pays dotés de capacités de fabrication restent loin du

compte. Le Maroc, le mieux équipé, ne produit qu'un gigawatt de panneaux par an, tout comme l'Afrique du Sud. L'Égypte et le Nigeria, eux, ne disposent que de chaînes modestes.

Un précédent rapport d'Ember montre que, sur les douze mois précédant juin 2025, vingt pays africains ont battu leur record d'importation, et vingt-cinq ont dépassé les 100 mégawatts, contre quinze un an plus tôt.

La Sierra Leone illustre bien cette dynamique. À lui seul, le pays a reçu sur cette période assez de panneaux pour couvrir, une fois installés, 61 % de sa production électrique de 2023. De quoi transformer en profondeur son système électrique longtemps dépendant des énergies fossiles.

Grands Lacs

Lomé consolide la centralité de la médiation africaine

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Médiateur de l'Union africaine pour la résolution de la crise dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et dans les Grands Lacs, a présidé ce lundi 8 juin 2026 à Lomé une réunion de haut niveau consacrée à l'évaluation semestrielle des activités menées dans le cadre de la médiation africaine.

Cette importante rencontre a réuni autour de la médiation togolaise, les membres du Collège des facilitateurs désignés par l'Union africaine, des représentants des Nations unies, de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEAC), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIR-GL) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Des avancées saluées dans la structuration de la médiation africaine

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a salué la présence des facilitateurs, des organisations régionales et des partenaires internationaux à cette réunion d'évaluation, qui témoigne de leur engagement constant en faveur de la paix, de la stabilité et du développement dans la région des Grands Lacs.

Il s'est particulièrement félicité des progrès accomplis depuis la réunion de Lomé consacrée à la cohérence et à la consolidation du processus de paix en RDC et dans la région.

« Nous avons franchi une étape importante depuis le mois de janvier en mettant davantage d'ordre dans l'architecture de la médiation africaine. Je suis convaincu que cette rencontre marque une avancée significative dans l'amélioration de notre action collective et dans la recherche de solutions durables à cette crise », a déclaré le Médiateur de l'Union africaine.

Tout en saluant ces avancées, le Président Faure Essozimna Gnassingbé a souligné la



nécessité de poursuivre les efforts afin de renforcer davantage la cohérence et la coordination entre les différents mécanismes de médiation engagés dans le processus de paix dans cette région du continent.

Un engagement renouvelé en faveur de la paix dans l'Est de la RDC

Réaffirmant sa détermination à poursuivre la mission qui lui a été confiée par l'Union africaine, le Président du Conseil a insisté sur la nécessité de maintenir la mobilisation collective en faveur de la stabilité dans l'Est de la RDC.

« Nous poursuivrons cette

mission avec humilité, détermination et persévérance. Malgré les difficultés, nous constatons également l'existence de nombreuses bonnes volontés prêtes à nous accompagner dans cette recherche de la paix », a-t-il souligné.

Face à cette détermination, les parties concernées ont salué le leadership du Président du Conseil, qui place le dialogue inclusif, la coordination des initiatives diplomatiques et la recherche de solutions africaines au cœur du processus de règlement de la crise. Elles ont également réaffirmé leur engagement à accompagner la mise en œuvre de ses orientations, notamment le renfor-

cement de la confiance entre

les acteurs concernés, l'harmonisation des mécanismes de médiation et la consolidation des acquis obtenus sur le terrain.

Les participants ont également appelé l'ensemble des États et organisations engagés dans les efforts de médiation à renforcer leur coopération dans un esprit de solidarité, tout en respectant les responsabilités et les mandats définis dans l'architecture de médiation adoptée à Lomé le 17 janvier 2026.

Des décisions immédiates

Afin de garder le cap de la dynamique impulsée par le Président du Conseil, la réunion a adopté plusieurs mesures destinées à renforcer l'efficacité du processus de médiation.

Il s'agit notamment de l'ajustement des plans de travail des membres du Panel des facilitateurs pour le second semestre 2026, ainsi que de l'élaboration, dans un délai de quinze jours, d'un plan d'action opérationnel précisant les modalités de mise en œuvre des décisions arrêtées.

Animés d'une volonté collective renouvelée et d'un esprit de responsabilité partagée, les participants se sont engagés à mettre en œuvre avec diligence et cohérence les décisions de la présente réunion, à honorer les engagements souscrits et à œuvrer de concert pour l'avènement d'une paix durable dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs.

Cette réunion d'évaluation semestrielle fait suite à la réunion de haut niveau sur la cohérence et la consolidation du processus de paix en République Démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs qui s'est tenue le 17 janvier 2026, à l'initiative du Médiateur de l'Union africaine. Cette rencontre de Lomé visait à promouvoir l'alignement des différentes initiatives de paix afin de renforcer la centralité du processus de médiation africaine.

Des orientations stratégiques pour le second semestre 2026

La réunion a adopté plusieurs orientations notamment le renforcement de la coordination interne entre le Bureau du Médiateur, le Panel des facilitateurs, la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat conjoint indépendant.

Les parties prenantes ont également mis en exergue l'importance de structurer et de mettre à disposition une contribution africaine aux processus complémentaires de Washington et de Doha pour en accroître l'appropriation, la légitimer et en fa-



Vivez pleinement la Coupe Du Monde

Jusqu'à **-25%*** sur les télévisions LG



Du **03 Juin** au **19 Juillet**

TV OLED 83" <small>achetée</small>		TV QNED 100" <small>achetée</small>
+		+
XBOOM Stage <small>offerte</small>		XBOOM XG8T <small>offerte</small>

+228 70 75 31 47 / 91 91 05 05

Life's Good.